

## **MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

Procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1°, R.2123-1-1 °, R.2123-4  
et R.2123-5 du Code de la Commande Publique

### **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERE (C.C.P)**

**2025-09  
Prestation de livraison de colis  
pour les professionnels de  
santé pour la CPAM  
de Lille-Douai**

**L'Acheteur :**

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Lille-Douai  
125 Rue Saint Sulpice CS 20821 – 59508 DOUAI CEDEX

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	4
1.1 Objet du marché .....	4
1.2 Décomposition en lot .....	4
1.3 Forme du marché.....	4
1.4 Parties contractantes.....	4
ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	5
2.1 Pièces particulières .....	5
2.2 Pièces générales.....	5
ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4 : P R I X.....	6
4.1 Nature des prix .....	6
4.1.1 Type de marché : .....	6
4.1.2 Contenu des prix : .....	6
4.1.3 Règlement des prix : .....	6
4.2 Variation des prix.....	7
4.2.1 Mois d'établissement des prix .....	7
4.2.2 Modalités de variation des prix.....	7
ARTICLE 5 CLAUSES FINANCIÈRES – PAIEMENT DES PRESTATIONS .....	9
5.1 MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	9
5.2 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	10
ARTICLE 6 CLAUSE DE REEXAMEN .....	10
ARTICLE 7 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES .....	11
7.1 Volumétrie et geo-localisation de transport .....	11
7.2 Typologie et format du colis .....	11

7.3 Protection de l'environnement et empreinte sociétale .....	12
ARTICLE 8 MODALITES D'EXECUTION.....	13
8.1 Modalites de retrait des colis .....	13
8.2 Modalites de livraison des colis .....	14
8.2.1 Modalités générales.....	14
8.2.2 Absence du professionnel de santé : .....	15
ARTICLE 9 – CONTROLE ADMINISTRATIF .....	17
ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....	17
ARTICLE 11 - PENALITES .....	19
11.1 Pénalités des delais de livraison .....	19
11.2 Pénalités suite à une perte de colis .....	20
11.3 Pénalités en cas de non-respect des clauses environnementales.....	20
11.4 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité .....	20
11.5 Pénalités en cas d'absence.....	22
ARTICLE 12 - ASSURANCES .....	20
ARTICLE 13 - RESILIATION DU MARCHE .....	21
ARTICLE 14 – PROCEDURE DE RECOURS .....	21
ARTICLE 15 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	21

## ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

### **1.1 OBJET DU MARCHE - GENERALITES**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) ont pour objet :

- La prise en charge ainsi que la livraison au cabinet du professionnel de santé (médecins, pharmaciens, auxiliaires médicaux, etc....) 3 fois par semaine le lundi, mercredi et vendredi des documents administratifs type feuilles de soins, formulaires, attestations sous la forme de colis à leur usage pour la CPAM Lille Douai :
  - Le site de Lille est implanté : 2 rue D'Iena 59000 Lille
  - Le site de Douai est implanté : 125 rue Saint Sulpice 59500 Douai ;
- Prestation supplémentaire éventuelle : La mise en place exceptionnelle d'un relai navette inter CPAM Lille et Douai pour la gestion des absences internes.

A titre indicatif, vous trouverez en **ANNEXE 1** la liste des codes postaux concernés par le champ d'action de la CPAM Lille Douai.

### **1.2 DECOMPOSITION EN LOT :**

Sans objet

### **1.3 FORME DU MARCHE**

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123 – 4 à 6, R 2131-12 et 13, R 2131-18 de la commande publique.

Ce marché est un accord-cadre à bon de commande conformément à l'article R2162-2.

Le montant maximum du marché ne pourra dépasser 150 000.00 € HT.

### **1.4 PARTIES CONTRACTANTES**

#### **Les parties contractantes sont :**

D'une part      L'Acheteur,

La **Caisse Primaire d'Assurance Maladie Lille – Douai** représentée par sa  
**Directrice Générale Mme GRARD Carole,**

Et désignée dans le présent C.C.P par l'expression « ***l'Organisme*** »,

D'autre part l'opérateur économique, qui conclut le marché avec l'Organisme, et désigné dans le présent C.C.P par l'expression « ***le Titulaire*** ».

**La personne représentant l'Acheteur** est la Directrice Générale de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie Lille-Douai ou l'un de ses Agents de Direction dûment délégué.

Le **Comptable assignataire** est le Directeur Comptable et Financier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie Lille-Douai.

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de l'organisme ou de son représentant. Ce responsable est désigné dans le présent CCP par l'expression « **LE REPRESENTANT DU TITULAIRE** ».

## ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et ce, en cas de contradiction entre elles.

### 2.1 PIECES PARTICULIERES

- Acte d'engagement (AE) et son annexe financière le Bordereau de Prix Unitaire (BPU),
- Mémoire technique et son Bordereau de Réponse Technique (BRT),
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP).

### 2.2 PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur lors du mois limite de remise des offres tel que défini au règlement de consultation :

- Le Code de la commande publique ;
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale ;
- Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, exception faite des dérogations indiquées dans le présent CCP.

Les dispositions figurant dans les pièces contractuelles listées ci-dessus prévalent sur l'ensemble des documents transmis par le Titulaire à l'appui du marché ou de sa facturation (conditions générales du Titulaire). Toute clause contraire aux dispositions des pièces contractuelles listées ci-dessus est réputée non écrite.

Les exemplaires conservés par l'Acheteur font seuls foi en cas de litiges.

## **ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHÉ**

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter du 01 janvier 2026.

Il pourra être reconduit tacitement 3 fois maximum pour la même période sans pouvoir dépasser 4 ans.

Conformément à l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne pourra s'y opposer.

L'Organisme pourra décider à chaque reconduction de prolonger ou pas le marché en respectant un préavis de 3 mois avant la date anniversaire du marché.

En cas de non reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

## **ARTICLE 4 : P R I X**

### **4.1 NATURE DES PRIX**

#### **4.1.1 Type de marché :**

Il s'agit d'un accord-cadre à bon de commande conformément à l'article R2162-2.

Le BPU comprend un prix unitaire au colis et un prix unitaire par navette pour la mise en place exceptionnelle d'un relai navette inter CPAM Lille et Douai pour la gestion des absences internes.

#### **4.1.2 Contenu des prix :**

Les prix du marché incluent la TVA en vigueur à la date de remise des offres ainsi que toutes les taxes en vigueur à la date de soumission.

Les prix figurant dans l'AE ont un caractère absolu. Ils couvrent toutes les dépenses nécessitées par l'exécution et notamment tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres.

Aucun supplément ne pourra être admis sauf s'il est reconnu complémentaire aux prestations prévues et s'il a fait l'objet d'un bon de commande délivré par la personne représentant l'Acheteur.

#### **4.1.3 Règlement des prix :**

Les prestations seront réglées par application des prix indiqués dans le BPU aux quantités exécutées.

## **4.2 VARIATION DES PRIX**

Par dérogation à l'article 10 du C.C.A.G - F.C.S., les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations suivantes :

### **4.2.1 Mois d'établissement des prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro » (M<sub>0</sub>).

Si la date limite de remise des offres est reportée au cours de la même consultation, la base de réputation des prix, « mois zéro », sera celle correspondant à la date fixée initialement pour la date limite de remise des offres.

### **4.2.2 Modalités de variation des prix**

Les prix applicables sont révisables à chaque date anniversaire du marché à compter du premier anniversaire, à l'initiative du titulaire ou de la CPAM de Lille-Douai.

La demande de révision de prix doit être effectuée au plus tard un (1) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

**La formule de révision est la suivante pour les véhicules thermiques et hybrides :**

$$P = P_0 \times \left[ \left( 0.15 \times \frac{IC}{IC_0} \right) + \left( 0.85 \times \frac{IS}{IS_0} \right) \right]$$

dans laquelle :

P = prix révisé.

P<sub>0</sub> = prix initial.

IS<sub>0</sub> = indice du taux de salaire horaire des ouvriers : Transports et entreposage (code indice INSEE : 010562766) connu à la date de remise des offres.

IS = indice du taux de salaire horaire des ouvriers : Transports et entreposage (code indice INSEE : 010562766) correspondant au dernier indice connu à la date de la dernière demande de révision acceptée.

ICo = indice Carburant CNR Prix gazole pompe moyenne mensuelle » publié par le CNR sur le site internet : onglet Marchandises > Carburant TRM, à la date de remise des offres.

IC = indice Carburant CNR Prix gazole pompe moyenne mensuelle » publié par le CNR sur le site internet : onglet Marchandises > Carburant TRM, à la date de la dernière demande de révision acceptée.

**La formule de révision est la suivante pour les véhicules électriques :**

$$P = P_0 \times [(0.15 \times \frac{IC}{IC_0}) + (0.85 \times \frac{IE}{IE_0})]$$

ICo                      IEo

dans laquelle :

P = prix révisé.

P0 = prix initial.

IS0 = indice du taux de salaire horaire des ouvriers : Transports et entreposage (code indice INSEE : 010562766) connu à la date de remise des offres.

IS = indice du taux de salaire horaire des ouvriers : Transports et entreposage (code indice INSEE : 010562766) correspondant au dernier indice connu à la date de la dernière demande de révision acceptée.

IEo = indice CNR Prix électricité vendue aux entreprises publié par le CNR sur le site internet, à la date de remise des offres.

IE = indice CNR Prix électricité vendue aux entreprises publié par le CNR sur le site internet, à la date de la dernière demande de révision acceptée.

L'indice d'origine est l'indice connu à la date de remise des offres.

Clause butoir

Sauf accord préalable de l'Acheteur, l'évolution des prix ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation annuelle supérieure à 3% du prix proposé par article lors de la soumission.

A ce titre, le Titulaire devra indiquer clairement dans sa proposition le pourcentage de variation des nouveaux tarifs par articles.



La demande devra être effectuée au plus tard un (1) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

#### Clause de sauvegarde

En cas de dépassement de la clause butoir, l'Organisme se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent marché.

## **ARTICLE 5 CLAUSES FINANCIERES – PAIEMENT DES PRESTATIONS**

### **5.1 MODALITES DE REGLEMENT**

Les prestations, objet du présent marché, sont réglées par application des prix unitaires, indiqués par le Titulaire sur le Bordereau de Prix Unitaire (BPU).

En application des dispositions des articles L2192-1 et suivants, D.2192-1 et suivants, R.2192-3 et suivants du code de la commande publique, le titulaire, transmet ses factures sous forme électronique.

La facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché,
- la désignation de la prestation réalisée,
- le lieu d'intervention en cas de navette exceptionnelle (c'est toujours la même navette, non ?),
- le nombre de colis livrés ou nombre de navette exceptionnelle,
- le montant total en HT et TTC.

Chaque facture est transmise à l'Acheteur via la plateforme CHORUS Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Afin de rattacher et transmettre la facture au compte de l'Acheteur, le Titulaire doit inscrire les données suivantes : SIRET de la CPAM : 51758342300010.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> ;

- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

## **5.2 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

En application de l'article R.2192.10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Conformément aux articles R.2192-27 à R.2192-29 du code de la commande publique, le délai global de paiement, est suspendu par l'Acheteur s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes. Cette suspension n'intervient qu'après communication au Titulaire par mail ou par courrier des raisons pour lesquelles l'Acheteur s'oppose au paiement.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours (30), est ouvert.

## **ARTICLE 6 CLAUSE DE REEXAMEN**

### **Clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles :**

Par **dérogation à l'article 24 du CCAG-FCS**, lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur (Exemple : crise COVID), le Titulaire en avise sans délai l'Acheteur et la suspension de tout ou partie des prestations peut alors être prononcée par l'Acheteur.

A l'issue de la suspension, le Titulaire est tenu de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord-cadre.

Par ailleurs, conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir ni dans sa nature ni dans son ampleur et qui, sans rendre impossible l'exécution de l'accord-cadre, modifient de manière significatives les conditions de son exécution, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le Titulaire avise par écrit l'Acheteur. Les modalités de prise en charge sont définies d'un commun accord entre les parties par la signature d'un avenant.

### **Clause de réexamen liée à la clause de révision de prix :**

- Disparition d'indices sans indice de substitution ou remplacés par plusieurs séries : si l'indice supprimé est remplacé par plusieurs séries correspondantes ou qu'aucun indice de substitution n'est préconisé, un nouvel indice est choisi par l'Acheteur avec l'accord du titulaire de le marché.

- Dérogation à la clause butoir et de sauvegarde du présent document.

Ces modifications seront matérialisées par la rédaction d'un avenant au contrat. Dès la signature de celle-ci, le nouveau prix devient contractuel et les clauses du marché notamment celle concernant la révision des prix lui sont applicables.

**En cas de désaccord entre les parties, l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché.**

## **ARTICLE 7 CARACTERISTIQUES TECHNIQUES**

La CPAM Lille Douai répond au protocole de livraison des professionnels de santé à savoir 2 livraisons à leur cabinet professionnel par année glissante (commence un jour d'une année N et se finit ce même jour l'année N+1).

### **7.1 VOLUMETRIE ET GEO-LOCALISATION DE TRANSPORT**

La CPAM a estimé un volume de colis d'environ 2000 par an.

Ce chiffre est donné à titre indicatif et n'engage pas la CPAM Lille-Douai.

Il est à noter que le titulaire devra livrer les colis aux professionnels de santé dont le cabinet est situé à la frontière franco-belge.

Cette prestation reste cependant exceptionnelle.

### **7.2 TYPOLOGIE ET FORMAT DU COLIS**

Les colis envoyés sont des documents papier à destination des professionnels de santé. Ce sont des imprimés sensibles (feuilles de soins, etc...) nécessitant une attention particulière.

Il est impératif que la livraison soit remise directement au médecin même si le lieu de livraison est à l'étage.

En cas de perte ou de vol, une plainte sera déposée auprès des autorités compétentes.

Le Titulaire se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 11.2 et un système de contrôle interne à l'entreprise devra être mis en place afin d'éviter toute fraude.

Les colis sont conditionnés sous emballage type enveloppe, cartons....

Le poids du colis varie de 2 à 15 kg. De manière exceptionnelle, le colis peut atteindre 25 kg.

### **7.3 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET EMPREINTE SOCIETALE**

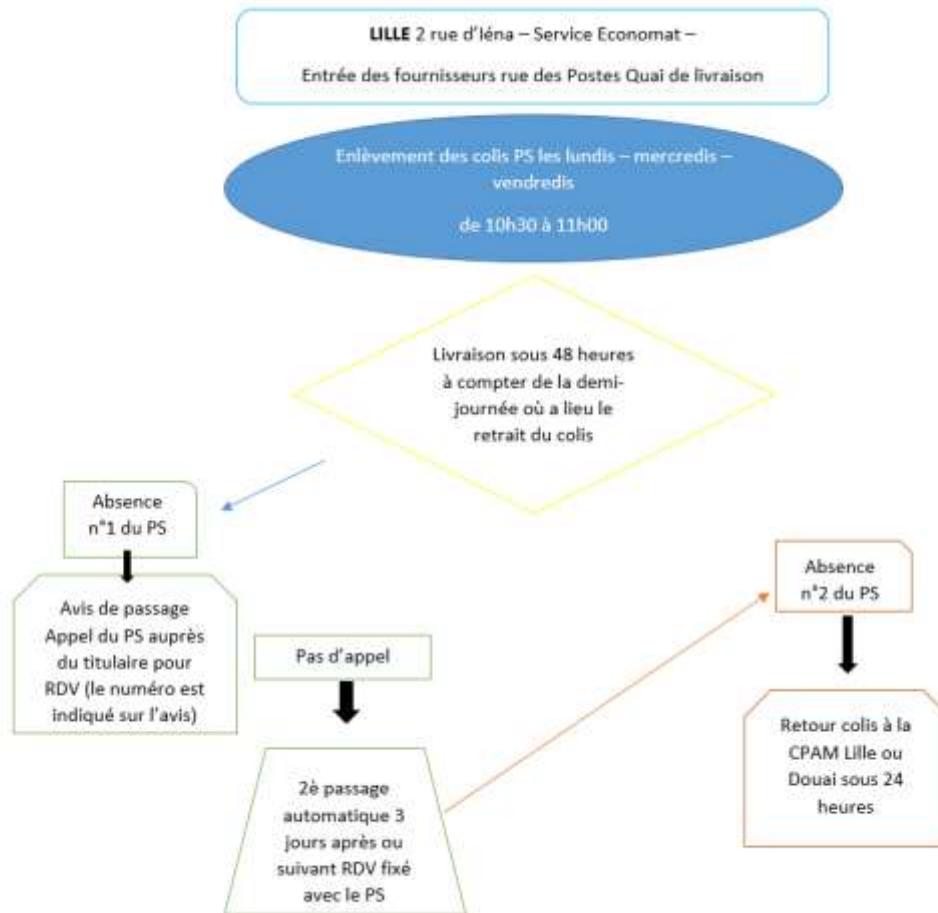
L'acheteur porte une attention particulière à la contribution de ses partenaires pour le développement durable. A ce titre, le Titulaire présente ses engagements en termes de responsabilités environnementale, économique et sociale, ainsi que les actions mises en œuvre dans ce sens.

Le Titulaire s'engage :

- à appliquer une politique d'entreprise évolutive en faveur des objectifs tels que l'emploi de durée indéterminée et l'embauche ou actions en faveur de travailleurs handicapés. Il facilite l'accès des personnes en difficulté à l'emploi,
- à respecter dans leur entreprise à l'égard de leurs salariés, le code du travail, la convention nationale applicable à la profession,
- à respecter les directives européennes et toutes réglementations nationales en vigueur relatives au recyclage des déchets et à son impact sur l'environnement,
- à fournir un bilan carbone de leur société ou à défaut un bilan RSE,
- à fournir la carte grise du véhicule utilisé pour les navettes journalières, afin que la CPAM de Lille-Douai, s'assure de l'utilisation du bon véhicule. En cas d'entretien ou de réparation du véhicule dédié à la navette journalière de la CPAM de Lille-Douai, un mail sera envoyé à [MARCHES.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr](mailto:MARCHES.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr) pour information en envoyant une copie de la carte grise du véhicule de remplacement et la durée de remplacement.

## ARTICLE 8 MODALITES D'EXECUTION

### ENLEVEMENT COLIS PS



### 8.1 MODALITES DE RETRAIT DES COLIS

Les colis sont à retirer le lundi, mercredi et vendredi au siège de la CPAM Lille-Douai, service économat, 2 rue D'Iéna 59000 LILLE de 10h30 à 11h.

L'accès au quai Economat se fera par l'entrée des fournisseurs située rue des Postes.

L'Organisme a pour objectif de distribuer les imprimés aux professionnels de santé dès la première livraison.

Il est impératif que la livraison soit remise directement au médecin même si le lieu de livraison est à l'étage.

Ainsi, il appartient au titulaire d'organiser ces livraisons en fonction des disponibilités (jours et tranches horaires) des professionnels de santé sur la semaine.

Ces informations seront fournies par l'Organisme dans la mesure de leur connaissance.

La livraison devra impérativement être effectuée au plus tard dans un délai de 48h suivant la réception de l'ordre de service.

Ce délai court à compter de la demi-journée de retrait du colis.

En cas de retard dans les délais de livraison, le titulaire s'expose à des pénalités indiquées à l'article 11.1.

## **8.2 MODALITES DE LIVRAISON DES COLIS**

### **8.2.1 Modalités générales**

#### **Transport colis :**

Les colis seront dotés de codes barre permettant l'enregistrement numérique et automatique.

Les colis seront scannés et remis à leur destinataire contre signature d'un bordereau individuel de distribution portant la date de dépôt.

Concernant les colis livrés, une feuille d'émargement (**ANNEXE 2**) sera remise à la fin du mois.

Sur la feuille d'émargement sera inscrit les numéros de colis et les codes barre correspondants.

En cas de colis non livrés, ils devront être retournés dans les 48 heures à la CPAM d'affiliation soit Lille soit Douai (indiqué dans le bon d'émargement).

Un état numérique, exemple en (**ANNEXE 3**) sera remis chaque semaine sur : [compte3.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr](mailto:compte3.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr)

Un récapitulatif du nombre de colis livré et non livré sera remis fin de mois pour le paiement de facture : [facturation-cpam595.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr](mailto:facturation-cpam595.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr)

Tout conflit sera porté à la connaissance du service Economat qui traitera celui-ci.

### 8.2.2 Absence du professionnel de santé :

- En cas d'absence n°1 du professionnel de santé :

Le titulaire signalera son passage par un avis de passage **(ANNEXE 2)** fourni par la CPAM.

Le titulaire indiquera sur cet avis un numéro de téléphone sur lequel le professionnel de santé conviendra d'une nouvelle date de livraison.

Si le professionnel de santé ne se manifeste pas auprès du titulaire, une date de livraison interviendra 3 jours après le premier passage.

De ce fait, le titulaire assurera une permanence téléphonique de 8h00 à 16h00 non-stop afin de gérer les appels des professionnels de santé qui souhaite fixer une nouvelle date de livraison.

Cela représente environ **50 colis par mois**. Ce chiffre est donné à titre indicatif et n'engage en aucun cas la CPAM Lille Douai.

- En cas d'absence n°2 du professionnel de santé :

Lors du second passage, si le professionnel de santé est de nouveau absent, le colis sera restitué à la CPAM, annoté de la date de l'avis de passage et accompagné du bordereau individuel de distribution.

Le colis sera restitué sur le site de rattachement du Professionnel de santé de Lille ou Douai sous 24 heures .

Cette information figurera sur l'avis de passage.

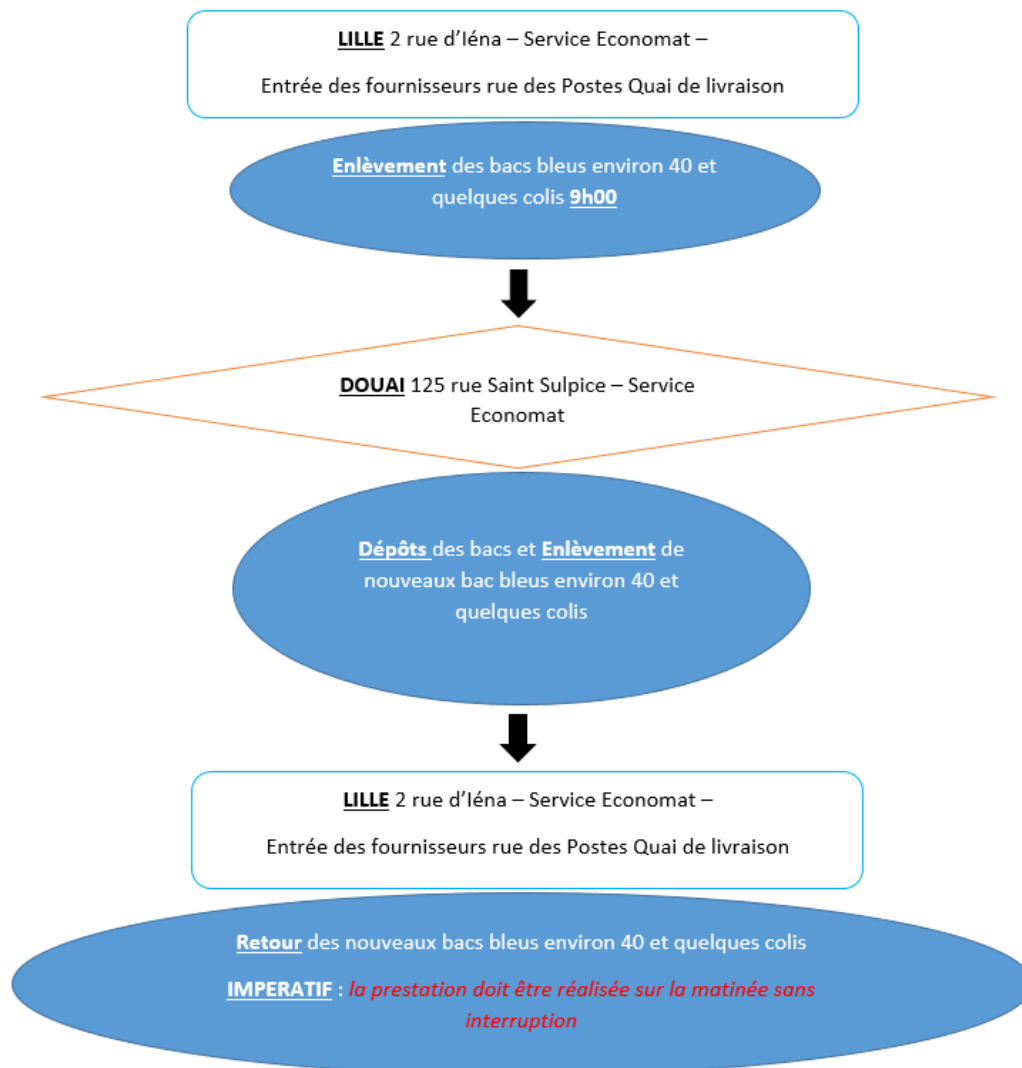
Cette multiple présentation des colis ainsi que la restitution ne feront pas l'objet de facturation supplémentaire.

Cela représente environ **140 colis par an**. Ce chiffre est donné à titre indicatif et n'engage en aucun cas la CPAM Lille Douai.

**Prestation supplémentaire éventuelle :**

**La mise en place exceptionnelle d'un relai navette inter CPAM Lille et Douai pour la gestion des absences internes.**

*La demande pourra être effectuée 24h00 avant l'opération.*





## ARTICLE 9 – CONTROLE ADMINISTRATIF

Pour répondre à son obligation de vigilance, l'Acheteur a mis en place un partenariat avec la société e-attestations. Ainsi le Titulaire est invité à déposer leur attestation semestriellement sur cette plateforme. L'inscription pour la société est gratuite.

Le Titulaire fournit :

**1. Tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme**, le document ci-après mentionné, conformément à l'article D.8222-5 du code du travail :

- Une attestation de déclarations sociales datant de moins de 6 mois,

**2. Tous les ans à compter de la notification du marché jusqu'à son terme**, les documents ci-après mentionnés, conformément aux articles D.8254-2 et L.8221-1 du code du travail :

- Une attestation de ses obligations fiscales,
- Une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé,
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail,
- Une attestation d'assurance.

A défaut, l'Acheteur a la possibilité, après mise en demeure de résilier le marché. Cette obligation s'impose également au(x) sous-traitant(s).

## ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévu à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le Titulaire se soumet à toutes les obligations résultantes pour lui l'application des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret.

Le Titulaire, l'Acheteur, ainsi que son représentant, qui à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire, de l'Acheteur, ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toute mesure nécessaire afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.  
Le Titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter la réglementation française relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le Titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter le règlement UE n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit règlement RGPD).

Le Titulaire s'engage, ainsi que sous-traitant a respecté l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 relative à la protection des données personnelles.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du maître de l'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le Titulaire, ainsi que ses sous-traitants, s'engage à respecter toute consigne donnée par les autorités compétentes.

Les supports informatiques fournis par l'Acheteur et tous les documents, de quelques natures qu'ils soient, résultant de leur traitement par la Titulaire, restent la propriété de l'Acheteur.  
Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est à dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traitées tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de contrat :

- À procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;

Ou à

- Restituer intégralement les supports d'informations.

À ce titre également, le Titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société ni procéder à une cession de marché.

L'Acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal.

L'Acheteur pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## ARTICLE 11 - PENALITES

Il est **dérogé à l'article 14 du CCAG FCS** pour le calcul des pénalités.

En cas de non-respect de ses engagements et/ou de mauvaise couverture des besoins et attentes de la CPAM de Lille Douai, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon les stipulations du présent article.

Les pénalités dont le Titulaire pourrait être redevable sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire. Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de sanctionner un manquement dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre. Elles ne constituent pas la contrepartie de la réalisation d'une prestation et ne sont ainsi pas concernées par la TVA au sens des articles 256 et suivants du code général des impôts.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCP ont uniquement un caractère moratoire. Le Titulaire reste donc redevable de la prestation et ne peut se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

### **11.1 PENALITES DES DELAIS DE LIVRAISON**

Le non-respect des délais de livraisons comme mentionné à l'article 8.1 du présent document entrainera une pénalité de 50 euros HT par colis et par jour de retard.

### **11.2 PENALITES SUITE A UNE PERTE DE COLIS**

En cas de perte ou de vol de colis, une plainte sera déposée auprès des autorités compétentes et le titulaire subira une pénalité de 100 € HT par colis en sus des frais occasionnés par le remplacement des imprimés contenus dans le colis.

### **11.3 PENALITE EN CAS DE NON-RESPECT DES CLAUSES ENVIRONNEMENTALES**

En cas de non-respect des conditions d'exécution de la clause environnementale imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à 50 € HT par cas constaté.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause environnementale, le titulaire subira une pénalité après mise en demeure de l'Acheteur, assorti d'un délai d'exécution, adressée au titulaire et restée sans effet. La pénalité égale à 20 € HT par jour de retard à compter de l'expiration du délai fixé par l'organisme.

### **11.4 PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE**

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées dans le CCP et à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : il est fait application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté HT du marché à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : il est fait application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté HT du marché à la date de constatation du fait générateur.

### **11.5 PENALITES EN CAS D'ABSENCE**

En cas d'absence du titulaire pour le retrait et la livraison des colis, le titulaire subira une pénalité de 100 € HT par jour d'absence.

## **ARTICLE 12 - ASSURANCES**

Le Titulaire devra justifier dès la signature du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une police d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de l'Organisme en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

### ARTICLE 13 - RESILIATION DU MARCHE

Cet article complète les dispositions prévues au C.C.A.G. FCS.

Le marché peut être résilié de plein droit, aux torts exclusifs du titulaire dans les cas qui suivent :

- révision de prix non justifiée
- non-conformité de la prestation souhaitée

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, le marché peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans indemnité, en cas de mise en place d'un marché national.

Dans tous les cas, le marché serait alors résilié par lettre recommandée avec accusé de réception. Celle-ci prendrait effet à compter du jour de réception de la demande de résiliation.

### ARTICLE 14 – PROCEDURE DE RECOURS

Le tribunal compétent est :

Tribunal judiciaire de Lille  
13 avenue du Peuple Belge  
59034 LILLE CEDEX

### ARTICLE 15 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Hormis les dérogations du présent C.C.P. rappelées ci-après, le prestataire reste soumis au :

⇒ Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services.

ARTICLE DU C.C.P.	DEROGATION AU C.C.A.G. - FCS	OBJET DE LA DEROGATION
4.2	10	Prix (caractère – révision)
6	24	Clause de réexamen
11	14	Pénalités (montants, exonération)
13	42	Résiliation